

---

Nº. 376.

---

L'AMI DU PEUPLE,

O U

LE PUBLICISTE PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la patrie,  
du Moniteur, du Plan de constitution, &c.

---

*Vitam impendere vero.*

---

Du Samedi 19 Février 1791.

L'assemblée nationale métamorphosée en bois  
où les peres conscrits paroissent jouer le  
rôle d'une bande de voleurs sans masque,

Pour l'observateur judicieux qui suit les opérations  
du corps législatif depuis sa translation dans la ca-  
pitale, les peres de la patrie ont quelquefois l'air  
d'une horde de forcenés qui se livrent à sa fureur,  
comme dans ces violentes discussions qui se termi-  
nerent par le décret sanguinaire contre la garnison  
de Nanci ; d'autrefois ils ont l'air d'une troupe  
d'esclaves qui s'efforcent à l'envi de donner à leur  
maître des marques de leur abjection, comme dans

les honteuses discussions qui amenerent le barbare décret commandant du canon pour conserver les lievres et les perdrix du prince : tantôt ils paroissent un ramassis d'imbécilles qui se laissent duper par quelques effrontés jongleurs, comme dans ces discussions concertées où les rapporteurs des différens comités coulent des décrets funestes : tantôt ils ressemblent à une troupe de fripons en foire, comme dans ces discussions simulées où le rapporteur du comité des finances s'entend avec ses confreres, pour escamoter des millions et vider le trésor public. Mais quelque masque qu'ils prennent, ils ne sont jamais pour le philosophe au fait de l'esprit qui les anime, que des mandataires infidèles, toujours prêts à vendre au monarque les intérêts et les droits de la nation.

Il faut que je remette ici sous les yeux du public la fourbe et la perfidie de nos représentans, chargés de porter le flambeau dans le dédale ténébreux des finances. Combien de fois n'ont-ils pas leurré la nation de la promesse de lui présenter un tableau fidèle des dilapidations du gouvernement, des dettes immenses qu'il a contractées des charges dont il est grévé des dépenses et des revenus de l'état. Pour se dispenser de le faire, long-tems ils ont prétexté les refus opiniâtres de l'administrateur général. Depuis six mois, cet administrateur a battu en retraite, il ne leur reste plus d'excuses, plus de prétextes ; et ce tableau ne vient point.

Que dis-je ? Au soûn qu'ils prennent de jeter un voile épais sur l'état des finances, et à leur exaigritude à demander sans cesse de nouveaux fonds, on les croiroit complices des ministres dilapidateurs. On se rappelle ce rapport honteux (1) fait par le

---

(1) J'en ai relevé les friponneries dans le Numéro 343 de l'Ami du peuple.



Sr. le Brun, le 14 janvier, à la suite de plusieurs rapports fastueux sur la prétendue régénération de nos finances et la situation brillante du trésor public. On se rappelle cette somme de 60 millions, que le jongleur le Brun demandoit comme anticipée pour le service de deux mois, sous le prétexte spécieux de faciliter au trésor les moyens de précipiter la baisse de l'argent. On se rappelle les tours de bâton, au moyen desquels il vouloit faire passer cette somme pour l'extraordinaire d'un trimestre. Honteux, sans doute, de s'être vu arracher son masque, quelques urgens qu'il eût représenté les besoins de l'état, il a laissé dormir sa demande un grand mois tout entier. Mais, toujours aux aguets, il vient de saisir l'instant où l'assemblée étoit très-peu nombreuse, pour lire un rapport tel quel sur la situation du trésor public, et demander, qu'il y soit versé sans délai 72 millions. Ici grande parade sénatoriale. Les Jannots de le Brun pressoient vivement d'aller aux voix; mais Tartuffe-Riquetti, qui ne laisse échapper aucune occasion de jouer le patriote, lors même qu'il trahit la patrie, et qui possède si éminemment l'art funeste de s'honorer de ses propres perfidies, a jeté les hauts cris et protesté qu'il ne recueillerait point les suffrages que l'assemblée ne fut plus nombreuse. On passe à d'autres objets. Camus le pantalon commence par annoncer qu'on brûlera sous quelques jours trois millions en assignats, et qu'en augmentant les commis on pourroit en brûler cinq millions par semaine: ce n'étoit là que de la poudre aux yeux, pour faire décréter que Barneville et Delanoy, commissaires des guerres, Lancon, ex-procureur général au parlement de Metz, et de Crosne, ex-lieutenant de police, seroient payés des capitaux et intérêts de leurs brevets de retenue. Ainsi c'est à acquitter les vols et les escroqueries des concussionnaires, agens royaux, que vont les premiers deniers de la nation; tandis que tant d'honnêtes créanciers de l'état qui périssent de misère, ne peuvent toucher un sol. Ainsi



c'est à gorger des sangsues publiques, que va le patrimoine des pauvres ; tandis que tant de braves soldats de la patrie, tant de vrais défenseurs de la liberté meurent de faim. O pudeurs, qu'es-tu devenue ! Cependant les Peres conscrits quittent le biribi ou la bouteille et arrivent l'un après l'autre : les voilà sur leurs sieges ; le Bruh présente le décret qu'il avoit proposé, et comme si l'assemblée entière étoit vendue au ministre, aucun membre n'élève la voix ; Riquetti s'empresse de recueillir les suffrages, et le funeste décret passe d'emblée à l'unanimité. Comment douter encore que la farce ne fut concertée !

A la facilité scandaleuse avec laquelle nos représentants se prêtent à la dilapidation des biens nationaux ; on peut juger de leur vertu ; rendons ici hommage à la sagesse de ce décret fameux, qui exige la contribution directe d'un marc d'argent pour avoir l'intégrité et les lumières d'un vrai pere de la patrie ; et observons que c'est une chose bien étrange que le ministère profond où est enseveli le dernier rapport du comité sénéchal. Les journaux qui rendent compte des séances n'en ont pas dit un mot : cela peut se concevoir ; les membres de l'assemblée qui n'ont point d'autre emploi dans le sénat que de transcrire ce qui s'y passe (1) pour rendre leurs minutes aux journalistes, sont instruits à garder le silence. Mais que le *journal des débats et des décrets*, chargé de rendre compte officiellement des séances, n'en dise pas le mot non plus ; c'est ce qu'il est impossible de justifier. Quoiqu'il en en soit, les 45 millions demandés, le 11 décembre, étoient pour la fin de ce mois et janvier 1791 : les 60 millions demandés, le 14 janvier suivant, étoient pour février et mars 1791 : ils n'ont pas été décrétés. Nous sommes au 18

(1) Il y a dans l'assemblée quinze à vingt députés marchands de séances : il font là un beau métier, couvrez en, et la Nation leur aura de grandes obligations.



février et l'on nous demande 72 millions. Pourquoi ? Pour quand ! Je n'en sais rien : mais, je vois dans tous ces arrangements, des tours de friponnerie si gauches, qu'on les passeroit à peine à des ignorans qui ne savent pas lire. Ce qu'il y a de plus désolant, c'est que l'assemblée nationale paroît déterminée à couvrir d'épaisses ténèbres le désordre des finances, et à bercer la nation avec de fausses promesses jusqu'au bout de la législature.

Cette extrême facilité de l'assemblée à laisser dilapider les biens de la nation couvre des manœuvres ténébreuses sans doute : on peut former là dessus mille conjectures ; voici les plus probables. Les peres de la patrie qui se vendent pour la trahir, sont toujours prêts à mettre le ministre à même de les payer, sans toucher aux trésors mis en réserve pour la contre-révolution. Par la même raison ils ne sauroient trouver mauvais que le ministre soit excret à remplir les coffres du roi, on assure qu'il les vide pour acheter de nouveaux suppôts. D'après ce système les richesses de la nation continuent à être la proie de la cour ; et l'on doit savoir gré aux tantes du roi, de ne s'être fait donner que quinze millions pour leur pèlerinage.

Puisque je suis sur le chapitre des farceurs législatifs ; je vais encore dévoiler une de leurs parades jouée le même jour, et dont peu de lecteurs pourroient trouver la clef.

A la séance du soir, le Sr. Pison a fait, au nom du comité des domaines, un rapport lumineux sur les dilapidations du trésor public au profit du Sr. de Polignac et de sa femme ; dans lequel rien n'est omis de ce qui peut faire ressortir les prodigalités de l'Autrichienne pour sa favorite, et les tours de passe du Calonne pour voiler ces profusions.

En voici l'exposé d'après le livre rouge.

L'engagement de la comté de Fénétrange avoit été accordé au Sr. Polignac, en échange il parut remettre une gratification annuelle de 33, 000 livres, et la rétrocession du fief de Puipaulin, dont la finance étoit de 106, 920 livres, remise qui étoit purement simulée.

En 1782, Polignac reçut une Ordonnance de douze cent mille livres pour payer Fénétrange.

En 1783, il obtint une pension de 80, 000 livres reversible à sa femme, et il toucha les intérêts des douze cent mille livres sous prétexte que la jouissance des revenus de cette comté étoit retardée jusqu'en 1784.

En 1784, il reçut une ordonnance de 100, 000 livres comptant.

En 1785, il en reçut une autre de 60,000, pour frais de voyage et encouragement dans l'inspection des harras.

En 1786, il reçut une somme de 800,000 livres à titre d'indemnité de la suppression d'un simple droit de hautain du fief de Puipaulin.

Après avoir relevé les faux de Calonne, pour tromper le roi dans la dernière de ces transactions, le rapporteur conclut que l'engagement de Fénétrange ayant été simulé, doit être déclaré nul.

A cette disposition particulière, si l'on ajoute la révocation des 800,000 livres accordées comme indemnité, et la commission donnée au contrôleur du reste des bons de l'état, de se pourvoir et contre Polignac et contre Calonne; on aura le décret prononcé. A peine lecture en fut-elle faite, que Foucault à escaladé la tribune pour déclarer qu'il falloit jeter un sombre voile sur le livre rouge, ou



le feuilleter jusqu'à la fin si on commençoit à l'ouvrir ; et il a conclu que le roi ayant joui si longtemps de la prérogative de dilapider les biens de la nation, tout ce qu'il avoit fait jusqu'ici, étoit bien fait.

Après lui, Custine a proposé que tous dons portés au livre rouge soient déclarés nuls et restitués.

Cazalès est convenu de la nullité de l'engagement de Fénétrange, et a réclamé les bontés de l'assemblée pour l'indigente famille de ces Polignac.

C. Lameth, jugeant que Foucault l'avoit en vue, a voulu parler. On a demandé l'ordre du jour ; et Riquetti d'observer que si le nom de M. Lameth étoit sur le livre rouge, il le trouvoit parfaitement à l'ordre du jour. Lameth a donc repris la parole pour annoncer que sa mere ayant reçu 60,000 livres comme indemnité des réductions, faites sur les pensions dues aux services de son pere et de son mari, il prenoit l'engagement solennel de les faire rentrer dans le trésor public.

Après quelques amendemens écartés l'un après l'autre, le décret a passé tel que le comité l'a proposé.

Ici j'entends mes lecteurs applaudir comme ont fait les spectateurs ; mais ils sont parfaitement dupes. Le décret avec ses amendemens n'avoit pour but que d'arracher aux Lamets les 60,000 livres, que leur mere a reçues comme juste indemnité. Car l'annulation de l'engagement de Fénétrange, et la restitution de 800,000 livres, n'auront point lieu. Pourquoi cela ? Parce que c'est au controleur des bons qu'à été remis le soin de poursuivre la pleine exécution du décret. Or, le moyen d'imaginer qu'un agent de la cour fasse aucune démarche contre un confrere félon, ou contre les favoris de l'épouse de son maître, de son souverain. Tant que Ch. La-

meth ne sera pas sûr que tous les biens de Polignac, sont réellement saisis, je lui recommande de ne pas délier les cordons de sa bourse, de ne pas appâter à rire à ses ennemis : car le beau de Fénelange, n'a été fait que pour leur ménager les moyens de se venger de lui.

Au demeurant l'assemblée devoit avoir ordonné l'instruction du procès de Calonne, qui a mérité dix mille fois la corde. De quel frond fera-t-elle décerner des peines contre de petits frippons, tandis qu'elle absous les brigands de cette espece ?

### *Avertissement,*

On vient d'imprimer chez Crapart, un mandement, signé de Juigné, où cet ex-prélat, après avoir débuté par montrer aux fideles de quelle maniere on gagne le ciel, en ne mangeant que des œufs tout le carême, conclut par protester contre tous les décrets de l'assemblée relatifs au clergé, et par déclarer *inrus* les nouveaux curés de Paris.

Ce mandement dont les épreuves ont été corrigées par l'abbé du Coudray. Doit être lu demain au prône, je somme la police d'empêcher la distribution de cet écrit funeste, et sa lecture en chaire, sous peine d'être responsable de tous les troubles qui pourroient en résulter : car on ignore point que c'est le prélude d'un nouveau complot de guerre civile.

### *Avertissement,*

Les lettres et paquets, destinés à l'*Ami du peuple*, doivent être remis dorénavant au café Flamand, rue des Cannelles,

MARAT, l'ami du peuple.

DE L'IMPRIMERIE DE MARAT.